

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 mai 2018

LOGEMENT AMÉNAGEMENT ET NUMÉRIQUE - (N° 971)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N° 1495

présenté par

M. Causse, M. Le Gac, Mme Mauborgne, Mme Marsaud, Mme Mireille Robert, M. Zulesi,
M. Perea, M. Boudié et M. Haury

ARTICLE 12 QUINQUIES

À la première phrase de l'alinéa 7, après le mot :

« autorisées »,

insérer les mots :

« à des fins exclusives d'amélioration de l'offre de logement et d'implantation de services publics ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement précise la portée de la disposition nouvelle : si des dérogations ponctuelles peuvent, par d'autres dispositions du texte, être accordées en matière d'installations agricoles, ou dans les îles et outre-mer, pour l'implantation d'équipements collectifs, la disposition de portée générale qui renvoie au SCOT la compétence d'identification des zones urbanisées et d'autorisation de construction, doit être réservée aux logements et aux services publics. Cet amendement a donc une portée restrictive.